

Nadège FREOUR

Doctorante, CERIEP-Centre de politologie de Lyon

CERIEP-Centre de Politologie de Lyon

14, Avenue Berthelot - 69365 Lyon Cédex 07

tel : + 33 (0) 4.37.28.38.57 / fax : + 33 (0) 4.37.28.38.59

e-mail : nadege.freour@etu.univ-lyon2.fr

Greenpeace : perceptions militantes et stratégies de positionnement face au mouvement altermondialiste

Résumé

Le mouvement altermondialiste n'est pas un rassemblement homogène et unifié. Il résulte de stratégies d'alliance complexes, dont une illustration peut être donnée au travers du cas de l'association écologiste internationale Greenpeace. L'étude des perceptions et pratiques militantes, combinée à une approche organisationnelle en termes de stratégie et de construction d'identité, permet de mettre au jour un ensemble de contraintes et de ressources qui ont amené l'association à prendre position dans le mouvement altermondialiste. La stratégie mise en place vise à établir un positionnement distancié, qui prenne en compte les opportunités offertes par ce mouvement émergent, tout en préservant les avantages spécifiques liés à l'indépendance revendiquée par Greenpeace.

La présence de Greenpeace parmi les principales associations organisatrices du deuxième Forum Social Européen de Paris-Saint Denis (du 12 au 15 novembre 2003) atteste de l'implication actuelle de l'association écologiste internationale dans le mouvement altermondialiste. Cette participation à un événement qui rassemble, à l'échelle européenne, la plupart des organisations opposées à la mondialisation néolibérale pourrait sembler évidente. En effet, Greenpeace possède à première vue de nombreuses caractéristiques qui seraient même susceptibles de faire d'elle l'un des fers de lance de ces mobilisations altermondialistes qui ont vu le jour à Seattle en décembre 1999.

On se trouve face à une organisation dont la structure transnationale lui assure une large présence dans le monde à travers ses vingt-six bureaux nationaux et qui situe directement son action à l'échelle planétaire en prenant pour cible, depuis sa création dans les années 1970, les ennemis actuels du mouvement altermondialiste : grandes firmes multinationales, gouvernements des pays industrialisés, puis institutions internationales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce..., contre lesquels l'association développe régulièrement des argumentaires qui lient destruction de la planète et recherche effrénée du profit économique.

Si Greenpeace a été pionnière en matière de définition globale des problèmes et d'inscription de l'action contestataire dans un cadre immédiatement mondial¹, elle l'a aussi été en tentant très tôt de mobiliser une « opinion publique internationale », dégagée des appartenances nationales ou de classes et centrée sur les individus comme « citoyens du monde », appelés à prendre position de manière individuelle et

¹ C'est également le cas d'une autre organisation écologiste d'origine nord-américaine apparue dans les années 1970 : Friends of the Earth/Les amis de la Terre. Voir à ce propos OLLITRAULT, 1999.

Sur l'inscription territoriale de l'action écologiste de manière plus générale, voir BOY et RIHOUX, 1998

responsable. Là encore, l'association écologiste semble donc se trouver en parfaite adéquation avec un mouvement altermondialiste qui souhaite transcender les frontières et les groupes d'appartenance classiques pour s'adresser à des individus citoyens².

Pourtant, en dépit de ces constats évidents, l'adhésion et la participation de Greenpeace aux mobilisations altermondialistes en tant qu'actions communes à toute une nébuleuse d'organisations contestataires³ ne sont pas allées de soi. Au contraire, la plupart des témoignages recueillis auprès des membres de Greenpeace-France indiquent que le positionnement de l'association à l'égard de ce mouvement émergent a donné lieu à de vifs débats internes. Aujourd'hui encore, si l'organisation écologiste s'implique régulièrement dans les grands événements de l'altermondialisation, il semble que militants et dirigeants conservent une grande vigilance face à cette coopération, et un souci constant de conserver un recul critique et une certaine indépendance à l'intérieur du mouvement. Ces quelques observations nous amènent donc à nous interroger sur la position précise que Greenpeace souhaite tenir au sein du mouvement altermondialiste, et sur les stratégies qui président à la construction d'un tel positionnement.

Les propositions avancées dans cette contribution seront plus des pistes de recherche à développer et à confirmer que des conclusions « définitives ». En effet, certaines sources indispensables pour consolider ce travail n'ont pas encore pu être obtenues, notamment en raison de la difficulté d'accès au siège parisien de Greenpeace-France et à ses permanents⁴. Nous avons cependant été en mesure d'exploiter un certain nombre de matériaux⁵ qui nous permettront de présenter une première série de résultats quant à la spécificité du

² On s'inspire ici des réflexions de Jacques Ion (ION, 1997) sur les mutations de l'engagement politique provoquées par l'affaiblissement des identités communautaires et le processus général d'individuation diagnostiqué notamment par Norbert Elias.

Pour une réflexion de ce type concernant l'offre d'engagement d'Attac, voir GERVAIS 2001

³ Il nous paraît utile, pour notre propos, de définir les « mobilisations altermondialistes » (terme plus ambigu que « mouvement altermondialiste ») comme un *rassemblement*, multithématique, dans lequel convergent aujourd'hui un grand nombre d'organisations et d'individus (telles que les Forums Sociaux Mondiaux ou Européens, les mobilisations anti-G8). Cette restriction nous permettra d'éviter dans cette contribution toute confusion entre la participation de Greenpeace à ce type d'actions communes (objet qui nous intéresse ici) et le caractère potentiellement altermondialiste d'actions que Greenpeace peut ou a pu mener de manière isolée (qu'il nous semblerait au demeurant intéressant de discuter par ailleurs).

⁴ Cette difficulté est en grande partie due aux remaniements internes qu'a récemment connus Greenpeace-France, ainsi qu'à la préparation du F.S.E. de novembre 2003 qui a largement mobilisé les acteurs les plus concernés par la coopération avec le mouvement altermondialiste.

⁵ Notamment :

- Une trentaine d'entretiens semi-directifs réalisés auprès des militants de quatre groupes locaux de Greenpeace-France au printemps 2003, complétés par une vingtaine de questionnaires adressés en septembre 2003 aux militants des groupes locaux non visités

- L'observation de deux conférences données par Bruno Rebelle, directeur de Greenpeace-France jusqu'en septembre 2003, au cours desquelles il a abordé la question des liens entre Greenpeace et le mouvement altermondialiste :

« Associations et environnement », Forum de la Vie Associative, Saint Etienne, 8 novembre 2002

« Greenpeace : stratégies, marge de manœuvre et influence d'une ONG », CERI, Paris, 29 avril 2003

- L'exploitation des communiqués de presse de Greenpeace depuis novembre 1999

- L'exploitation des articles de *Greenpeace Magazine*, trimestriel destiné aux adhérents, depuis 1999

positionnement de Greenpeace dans le mouvement altermondialiste, liée notamment à ses modes d'organisation et d'action et aux représentations et stratégies des acteurs. Nous verrons dans un premier temps que les choix traditionnellement opérés par Greenpeace en terme de revendications, d'organisation et de répertoire d'action, et sur lesquels l'association fonde depuis sa création la construction de son identité et de son efficacité, limitent largement ses possibilités de coopération avec d'autres organisations, notamment celles du mouvement altermondialiste, ou rendent pour le moins nécessaires un certain nombre d'ajustements. Un second frein pourra également être repéré dans le travail permanent que Greenpeace réalise pour produire et préserver l'image de l'association, qui constitue l'une de ses ressources essentielles et implique, à ce titre, une réflexion stratégique préalable à toute alliance officielle. Nous pourrions alors, en dernier lieu, montrer en quoi la perception que les acteurs ont de leurs intérêts a permis de dépasser ces obstacles pour susciter un positionnement stratégique distancié de Greenpeace dans le mouvement altermondialiste.

La spécificité de discours et de pratiques éprouvés, vécue comme un obstacle à des coopérations élargies

Au cours des entretiens réalisés, l'une des principales craintes que les militants de Greenpeace expriment à l'égard du mouvement altermondialiste est d'y « perdre leur âme ». Il faut préciser d'emblée, pour mieux comprendre l'intensité de cette inquiétude, que l'association offre à ses membres des ressources fortes pour la construction des identités individuelles et collectives, qui constituent d'ailleurs l'une des principales gratifications de l'engagement⁶. Ces ressources sont d'autant plus importantes qu'elles sont perçues par les militants comme un monopole de Greenpeace, et ont d'ailleurs bien souvent présidé au choix de cette organisation écologiste comme cadre d'expression de leur engagement. On retrouve souvent dans les discours l'idée que, au moment de s'impliquer activement pour la défense de l'environnement, Greenpeace est apparue comme *la seule organisation* développant des revendications écologistes aussi radicales, agissant aussi efficacement, ou utilisant des modes d'action aussi séduisants. L'association elle-même proclame d'ailleurs sur ses brochures de présentation que « Greenpeace n'est pas une association écologiste comme une autre »⁷.

Ainsi, l'inscription de l'organisation écologiste dans un mouvement plus global, et en l'occurrence dans le mouvement altermondialiste, est perçue par ses membres comme un risque de dilution de sa spécificité dans d'autres traditions militantes, alors que la différence et l'intransigeance de Greenpeace constitue selon eux l'un de ses principaux atouts :

« L'idée c'est pas de se fondre dans ce mouvement-là. On a une identité spécifique, un mode de travail spécifique, qui a fonctionné jusqu'à présent. »⁸

Des revendications proprement écologistes parfois difficiles à intégrer dans le mouvement altermondialiste

En premier lieu, si les membres de Greenpeace ne conçoivent pas leur implication dans les mobilisations altermondialistes comme une évidence, c'est qu'ils

Cette étude se base également sur des résultats obtenus lors d'une précédente recherche (FREOUR, 2001), notamment pour ce qui concerne l'organisation et le répertoire d'action de Greenpeace.

⁶ Sur ce point, voir FREOUR, 2001.

⁷ Brochure « Greenpeace à cœur ouvert », 2001

⁸ Entretien G1- Homme de 28 ans, militant local depuis juin 2002

ne retrouvent que très peu leurs propres préoccupations dans les revendications les plus visibles du mouvement. Bruno Rebelle lui-même n'a pas hésité à exprimer ce sentiment lors d'une intervention publique récente⁹, alors qu'il était encore directeur de Greenpeace-France¹⁰ : « Il nous semble que le mouvement altermondialiste n'est pas très écologiste ».

On retrouve fréquemment cette opinion dans les discours des militants locaux, qui perçoivent un mouvement altermondialiste dominé par des revendications concernant des droits humains ou des questions économiques et sociales, sans que ces dernières soient toujours connectées aux problématiques environnementales. Or, si les membres de Greenpeace reconnaissent volontiers la légitimité et l'urgence de ces combats, ils ne conçoivent évidemment pas des conditions de vie plus décentes pour l'être humain sans que son environnement soit préservé et puisse, au minimum, garantir sa survie.

Le reproche le plus couramment adressé aux principales organisations du mouvement altermondialiste est de considérer la défense de l'environnement comme un « accessoire », une revendication annexe, alors qu'elle devrait se trouver au centre du projet de mondialisation alternative.

Au-delà de cette question de la place que réserve l'altermondialisation aux propositions écologistes, les militants soulèvent une divergence idéologique plus précise autour de la notion de *croissance*.

Dans une perspective proprement écologiste, ces derniers défendent en effet l'idée d'une *décroissance*, qui représenterait la seule solution pour préserver une planète dont les ressources sont limitées et surexploitées. Cela les conduit donc à adopter une posture critique à l'égard d'une grande partie du mouvement altermondialiste, dont les objectifs de meilleure répartition des richesses sont considérés comme louables mais insuffisants :

« Mais après, avec le mouvement social, donc plus des trucs comme Attac, etc., qui ont des revendications euh... pas forcément politiques mais économiques, c'est vrai qu'on n'est pas complètement en plein accord. Parce que le mouvement social c'est essentiellement, pour caricaturer : répartition des richesses de manière équitable. Ce sur quoi on est tout à fait d'accord, sauf que nous, à la base, on voudrait aussi diminuer la production de richesses, puisque la production de richesses ça va contre la protection de l'environnement [...] C'est un peu le problème, c'est que d'un côté et de l'autre, le mouvement social et le mouvement écolo, sans être vraiment vindicatifs, c'est quand même un peu radical. »¹¹

Le concept de « développement durable », néanmoins proposé par certaines organisations altermondialistes plus soucieuses de l'environnement, ne trouve pas plus grâce aux yeux des membres de Greenpeace¹² : encore trop centré sur des préoccupations économiques dans lesquelles l'environnement n'est qu'une contrainte à prendre en compte, il est remplacé dans les discours militants par celui d'« écodéveloppement », dans lequel l'économie redeviendrait enfin un outil au service des hommes, et non plus une fin en soi¹³.

⁹ « Greenpeace : stratégies, marge de manœuvre et influence d'une ONG », Conférence organisée par le CERI, Paris, 29 avril 2003

¹⁰ Il a été remplacé à ce poste par Michèle Rivasi en septembre 2003

¹¹ Entretien G2- Homme de 26 ans, militant local depuis été 2001

¹² Ceci est un repositionnement plus récent dans le discours de l'organisation

¹³ Voir à ce propos la contribution de B. Rebelle à l'ouvrage collectif *Où va le mouvement altermondialisation ?* (VIVERET et WASSERMAN, 2003, p.64) S'il est précisé que les auteurs s'y expriment à titre personnel, le propos développé à ce sujet par l'ancien directeur de Greenpeace-France est très proche des discours tenus par les militants interrogés.

Cet écologisme radical s'accompagne parfois d'une désignation explicite de certaines composantes partisans ou syndicales du mouvement (telles que le Parti Communiste ou la CGT), dénoncées comme « productivistes » et présentées par certains militants comme l'une des principales causes de leurs réticences à s'allier aux mobilisations altermondialistes.

Une organisation centralisée et hiérarchisée, gage de l'efficacité de Greenpeace

Apparue au début des années 70, Greenpeace semble pouvoir être en partie analysée à la lumière des travaux sur les nouveaux mouvement sociaux (NMS)¹⁴ qui ont émergé à la même époque, en rupture avec des formes traditionnelles de mobilisation symbolisées principalement par le mouvement ouvrier. Revendications circonscrites et monothématiques, formes d'action innovantes et spectaculaires, aspirations qualitatives post-matérialistes¹⁵, solidarités dégagées des appartenances de classe, sont autant de caractéristiques classiques des NMS que l'on retrouve de manière flagrante chez Greenpeace.

Cependant, la spécificité de l'association qui nous intéresse réside dans son mode d'organisation qui, loin de s'inspirer des structures souples mises en place par la plupart de ces nouveaux mouvements sociaux, conserve une structure hiérarchique et centralisée, laissant peu d'autonomie aux composantes de base.

En effet, la culture d'organisation de Greenpeace, très imprégnée de l'histoire héroïsée de ses origines, valorise largement les vertus du petit nombre : dès 1971, les pionniers désireux de s'opposer à la réalisation d'un essai nucléaire américain sur l'île d'Amitchka ont découvert qu'il suffisait de douze personnes bien choisies (dont une équipe de six journalistes), embarquées sur un bateau, pour sensibiliser l'ensemble de la population canadienne à leur cause. Aujourd'hui encore, Greenpeace fonde l'efficacité de ses actions sur un nombre restreint de décideurs au niveau international et dans ses différents bureaux nationaux, ainsi que sur un vivier d'activistes, relativement peu nombreux mais bien formés et très disponibles. Allié à une utilisation rationalisée des médias, et à l'emploi d'une main-d'œuvre salariée permanente (personnel administratif, directeurs de campagne, chargés de communication...) ou plus temporaire (équipes « Direct Dialogue » composées de jeunes intérimaires chargés du recrutement de nouveaux adhérents), ce mode de fonctionnement a longtemps garanti les succès et la notoriété de l'association écologiste¹⁶.

Si Greenpeace-France¹⁷ a eu recours à un militantisme local plus classique à partir du milieu des années 90, notamment pour bénéficier de relais locaux d'information et offrir un cadre d'action aux adhérents les plus motivés¹⁸, l'organisation a pris le soin de mettre en place une stricte division du travail et une structure de contrôle pyramidale de ces groupes locaux de militants. Ces derniers ont pour fonction principale d'exécuter sur le terrain des actions décidées au niveau national ou international, avec une marge d'initiative très limitée. Ainsi, au nom de la priorité donnée aux résultats et à l'efficacité de la lutte écologiste, Greenpeace est organisée sur un modèle qui

¹⁴ Voir notamment les travaux d'Alain Touraine et de son équipe (TOURAINÉ, 1978, TOURAINÉ, HEGEDUS, WIEVIORKA, 1980), et d'Alberto Melucci (MELUCCI, 1983)

¹⁵ Telles qu'elles ont été diagnostiquées par Ronald Inglehart (INGLEHART, 1977)

¹⁶ Sur la petite taille des groupes comme garantie d'une plus grande motivation des participants et d'une moindre difficulté à établir une cohésion, voir OLSON, 1978

¹⁷ Comme de nombreux autres bureaux nationaux qui se sont alignés sur le modèle fructueux de Greenpeace-Allemagne

¹⁸ Il est intéressant de noter ici que la création de groupes locaux a été une initiative des instances dirigeantes, à l'inverse par exemple des groupes locaux d'Attac qui ont émergé de manière spontanée avant d'être intégrés à la structure nationale (cf. GERVAIS 2001)

s'apparente plus à celui de l'entreprise économique qu'à la figure classique de la démocratie associative, comme le reconnaissait d'ailleurs publiquement Bruno Rebelle : « On ne va pas changer nos grandes lignes d'action parce que certains militants ne sont pas d'accord. Si ça ne leur convient pas, ils s'en vont. »¹⁹

Cette spécificité organisationnelle nous semble être à l'origine de deux freins importants à l'implication de Greenpeace dans les mobilisations altermondialistes. D'une part, elle se trouve confrontée, à l'intérieur du mouvement, à des organisations qui relèvent d'une toute autre tradition associative que la tradition anglo-saxonne dont Greenpeace est porteuse. Comme le note Isabelle Sommier dans son ouvrage consacré aux nouveaux mouvements contestataires, « il est remarquable que le fonctionnement de l'ensemble des groupes dont il est question ici²⁰ réponde aux principes de la démocratie directe tant célébrés dans les années 70 »²¹. Décisions prises au consensus, autonomie des groupes locaux, révocabilité des délégués, limitation maximale du nombre de permanents pour tenter d'échapper aux tendances oligarchiques, sont autant de modes d'organisation très éloignés de la conception qu'en ont les membres de Greenpeace. Militants très pragmatiques, ils sont entrés dans une association qui leur préexistait de longue date, avec des objectifs très précis et des méthodes bien rodées, qu'il ne leur semble pas utile de discuter puisqu'ils y adhèrent complètement²². L'accent est mis sur les résultats de leurs actions, qui leur sont régulièrement communiqués par le réseau interne d'information. La coopération avec d'autres organisations, plus soucieuses de débats internes et de prises de décision collectives apparaît donc bien souvent aux militants de Greenpeace comme un risque de perte de temps (et d'efficacité) dans des procédures louables mais stériles :

« C'est bien sympa de discuter, tout ça, machin, d'être sur que tout le monde est bien d'accord, mais y'a un moment où il faut passer à l'action, parce qu'au niveau environnement, y'a quand même urgence, je crois... »²³

Bruno Rebelle aime également à rappeler, pour illustrer ce sentiment de décalage entre deux conceptions du fonctionnement associatif, la rapidité avec laquelle Greenpeace a réagi à la suite du naufrage de l'Erika, puisqu'il en a pris seul la décision, une demi-heure après avoir été informé de la catastrophe, « alors que les autres associations attendaient leur prochain Conseil d'Administration pour décider de ce qu'elles devaient faire ! »²⁴

D'autre part, on trouve également chez Greenpeace un souci plus global concernant la gestion d'une multitude de participants. En effet, des militants qui basent l'efficacité de leur lutte sur des actions menées par un petit nombre de personnes et préparées par une organisation très structurée, se trouvent souvent perplexes face à des rassemblements où se côtoient une très grande diversité d'acteurs et de revendications, qui nécessite des négociations et des compromis perpétuels :

¹⁹ Conférence CERI précédemment citée, 29 avril 2003

²⁰ Organisations d'origine française pour la plupart, telles qu'Attac, AC!, SUD, divers collectifs de sans-papiers...

²¹ SOMMIER, 2001, p.51

²² Il nous semble important de préciser ici, pour appuyer notre propos, qu'aucun des militants rencontrés n'a esquissé le moindre désaccord avec les campagnes ou les méthodes de Greenpeace.

²³ Entretien L8- Homme de 32 ans, militant local depuis janvier 2001

²⁴ Conférence CERI précédemment citée, 29 Avril 2003. Le même exemple avait été conté quelques mois plus tôt lors d'une autre conférence organisée à Saint Etienne (Forum de la Vie Associative, 8 Novembre 2002)

« On va pas tous dans la même direction, chacun veut tirer à son avantage... enfin je veux dire à l'avantage de sa cause... Donc je suis pas sûre qu'on avance très bien non plus. »²⁵

Si, comme on le verra plus loin, les militants de Greenpeace peuvent apprécier à titre personnel le dialogue et les échanges qui s'instaurent au sein du mouvement altermondialiste, il semble donc qu'ils ne placent encore qu'une faible confiance dans la capacité de ce mouvement à obtenir rapidement des résultats tangibles.

Une tradition d'action directe non-violente, qui s'accommode mal du répertoire d'action très étendu du mouvement altermondialiste

De la même manière que son mode d'organisation a peu varié depuis sa création, Greenpeace conserve un répertoire d'action²⁶ centré sur deux principaux axes :

- la négociation et le lobbying auprès des décideurs politiques et économiques, basées sur l'expertise scientifique.
- l'action directe non-violente, dans le but d'exercer une pression sur ces décideurs si la négociation n'a pas abouti.

Or ce dernier point, particulièrement valorisé dans les discours et les pratiques des militants, suscite un certain nombre de réticences à l'égard de la grande diversité de modes d'action que l'on peut observer dans le mouvement altermondialiste.

En effet, comme l'explique Isabelle Sommier²⁷, « coup de force » et « stratégie d'influence sur les pouvoirs décisionnels » sont bien des modes d'action utilisés par ce mouvement émergent, et on peut même postuler que Greenpeace a été l'une des organisations pionnières en ce domaine. Cependant, les mobilisations altermondialistes font appel à un répertoire d'action bien plus étendu, dont certains éléments correspondent peu aux pratiques habituelles des militants de Greenpeace :

« Même si on se retrouve sur énormément de choses, on se bat pas de la même façon, c'est sûr... »²⁸

D'une part, l'association écologiste ne travaille pas principalement dans un objectif de mobilisation citoyenne. Si on retrouve ponctuellement les banderoles de Greenpeace dans diverses manifestations en lien avec les problématiques écologistes ou pacifistes, elle en est rarement à l'origine et s'attache généralement plus à médiatiser une action directe symbolique qu'à « faire nombre ». Une partie des militants interrogés déclare d'ailleurs ne plus croire en l'efficacité d'actions collectives massives telles que la manifestation, trop banalisées selon eux pour toucher encore l'opinion publique ou les décideurs.

D'une manière plus globale, et comme évoqué précédemment, les membres de Greenpeace que nous avons rencontrés regrettent que le mouvement altermondialiste soit un lieu de débats plus que d'actions. Ils en apprécient la convivialité (« ouais, c'est sympa, on se croirait à une réunion de potes où on refait le monde »²⁹) mais sont désireux que ces discussions et propositions débouchent sur des actions concrètes qui permettraient d'obtenir satisfaction. Comme le note Bruno Rebelle, au sujet des pratiques opératoires d'Attac et de Greenpeace, « Greenpeace n'a pas été fondée

²⁵ Entretien N1- Femme de 21 ans, militante locale depuis septembre 2002

²⁶ En tant que palette d'actions disponibles pour un groupe contestataire et acceptables dans les conditions politiques et sociales dans lesquelles il se trouve. Voir notamment TILLY 1984

²⁷ SOMMIER, 2001, p.58

²⁸ Entretien N2- Homme de 57 ans, militant local depuis juillet 1999

²⁹ Notes L3- rencontre informelle non enregistrée au rassemblement Larzac 2003

par des intellectuels »³⁰, et ses membres sont plus coutumiers d'un militantisme de terrain, qui leur fournit d'avantage de gratifications (notamment au niveau du sentiment d'être « utile »).

Enfin, on a pu constater au cours des entretiens une certaine gêne de la part des militants à l'égard des actes de destruction matérielle, qui font également partie du répertoire altermondialiste depuis ses origines.

Au-delà d'une réprobation unanime des franges les plus radicales du mouvement, telles que le *black bloc*, c'est le positionnement particulièrement délicat des membres de Greenpeace à l'égard de la Confédération Paysanne qui a suscité notre intérêt. Ils se sentent bien sûr très proches de cette organisation, notamment en ce qui concerne les revendications, et sont, de surcroît, de fervents admirateurs de José Bové, mais l'importance de la non-violence dans la culture commune des membres de Greenpeace les amènent à se distancier en ce qui concerne des actions telles que le fauchage de plants d'OGM :

« José Bové, il se bat contre les OGM, comme nous. Donc on a déjà une lutte en commun... Bien que, on soutienne pas toutes les actions de la Confédération Paysanne. On n'a pas les mêmes méthodes [...] Nous, notre force, c'est la non-violence, vous voyez... »³¹

En effet, si Greenpeace n'hésite pas à agir dans l'illégalité, au nom d'une légitimité à combattre les pratiques illégales de certaines entreprises, elle s'est par contre toujours refusée à causer des dégâts matériels, tout comme ses militants ont pour consigne de ne jamais résister de manière violente aux forces de l'ordre. Nous verrons plus loin combien cette divergence avec le mouvement altermondialiste pèse sur les stratégies de positionnement.

L'image de Greenpeace : une ressource essentielle à préserver

Si, comme nous l'avons vu, le répertoire d'action médiatique sur lequel Greenpeace³² s'est constituée génère des formes spécifiques d'organisation, il façonne également les stratégies de l'association, en donnant une place centrale à l'image, comme ressource et comme contrainte. Née d'une mise en scène médiatique, l'association écologiste ne peut en effet baser sa pérennité, en tant qu'organisation uniquement financée par les dons individuels et en tant que contre-pouvoir crédible sur la scène internationale, que sur un travail permanent de construction et de renforcement de son image.

Cette ressource capitale est donc gérée et contrôlée très strictement par les dirigeants de l'association. Les opérations spectaculaires que Greenpeace donne régulièrement à voir au monde sont ainsi minutieusement orchestrées et, afin d'optimiser leur diffusion, l'organisation produit ses propres images qu'elle fournit « clés en main » aux médias.

Au-delà de ces shows ponctuels, qui sont la vitrine de Greenpeace, toute autre forme de communication est contrôlée au plus près : les groupes locaux, notamment, sont largement informés de leurs responsabilités quant à l'image de Greenpeace qu'ils véhiculent. Leurs actions sont également souvent bien préparées avec le bureau national, et toute initiative locale doit faire l'objet d'une autorisation.

Si l'organisation a réussi à mettre en place un système très efficace de contrôle de son image au niveau interne, toute alliance à l'extérieur représente un risque quant à la

³⁰ Forum de la Vie Associative, Saint Etienne, 8 Novembre 2002

³¹ Entretien N2- Homme de 57 ans, militant local depuis juillet 1999

³² Voir à ce propos OLLITRAUT 1999

maitrise de cette ressource. Il semble que cette préoccupation constitue un deuxième type de frein important à l'implication dans le mouvement altermondialiste.

L'isolement comme ressource identitaire

Greenpeace agit à la croisée de différents champs fortement concurrentiels : à la fois celui des ONG, des associations à caractère transnational, et de la nébuleuse foisonnante des organisations écologistes. Cette concurrence la conduit à établir des stratégies de différenciation qui, bien souvent, reposent plus sur l'action isolée que sur la coopération inter-organisationnelle.

Le premier objectif est, en effet, de montrer qu'elle possède un monopole sur son credo. A cet égard, la spécificité du répertoire d'action que nous avons évoquée plus haut est largement valorisée par l'association. L'argument portant sur des méthodes « à nulle autre pareilles » (et, par conséquent, plus efficaces que toute autre), principalement destiné aux adhérents et adhérents potentiels, ne saurait donc trouver une validité si Greenpeace collaborait trop régulièrement avec des organisations que cette représentation renvoie à une certaine banalité.

De la même façon, Greenpeace se doit de véhiculer l'image d'une certaine puissance, face à l'envergure des cibles auxquelles elle s'attaque. Dans cette perspective, la métaphore de la « multinationale verte » jouant sur un pied d'égalité face aux géants économiques s'avère utile à l'organisation. Mais ici encore, cette stratégie de communication va à l'encontre de possibles alliances, Greenpeace se voulant suffisamment puissante pour agir seule.

Au-delà de cette stratégie classique de différenciation sur un marché concurrentiel³³, il faut noter que l'émergence du mouvement altermondialiste et des organisations récentes qui y sont liées représente, pour Greenpeace notamment, une concurrence nouvelle dans le domaine de l'action contestataire sur la scène internationale. Face à un mouvement qui, lui aussi, semble séduire les médias et est présenté, aussi bien dans les discours journalistiques que savants, comme un mouvement novateur, Greenpeace court le risque de voir son image et sa position remises en cause.

Cette frustration est apparente dans les discours de certains militants, qui considèrent que Greenpeace n'a pas attendu les mobilisations altermondialistes pour agir au niveau planétaire contre les multinationales et les institutions internationales : « On est quand même pas mal imités, hein... »³⁴

Au niveau plus global des instances de décision, les représentants de Greenpeace tiennent aussi à rappeler que l'association écologiste doit être vue comme l'avant-garde de ce mouvement émergent. Ainsi, on relèvera avec intérêt l'introduction d'un article de *Greenpeace-Magazine*, destiné à clarifier le positionnement de l'organisation à l'égard des mobilisations altermondialistes :

« Depuis ses débuts en 1971, Greenpeace agit globalement, considérant les effets mondiaux des pratiques industrielles et les conséquences des accords internationaux visant à optimiser le commerce et les échanges »³⁵.

Si ce souci de défendre une position a sans doute largement contribué à l'implication de Greenpeace dans le mouvement, comme nous le verrons plus loin, il débouche en

³³ Sans adopter une perspective purement économiste, il nous semble pouvoir reprendre, sur cette question et dans le cas particulier de Greenpeace, certains points de l'analyse de McCarthy et Zald concernant les SMO (Social Movements Organisations) : stratégies publicitaires pour la collecte de fonds, importance de l'image de marque, effets de concurrence... (MCCARTHY et ZALD, 1977)

³⁴ Entretien N2- Homme de 57 ans, militant local depuis juillet 1999

³⁵ REBELLE B., « De Porto Alegre à Davos », *Greenpeace Magazine*, n°49, printemps 2001, p.11

tous cas sur une volonté de ne pas s'y fondre, mais au contraire de rappeler que l'organisation écologiste a pu être « altermondialiste avant l'heure ».

Un discours expert et ciblé

Sans doute en raison de son apparition dans les années 1970, et sous les traits d'aventuriers barbus, Greenpeace a été durablement marquée par une image d'association « fantaisiste », animée par des baba-cools rêveurs. Or, ses modes de financement et d'action lui imposent une double contrainte de crédibilité, à l'égard de ses adhérents et adhérents potentiels (en leur montrant que leurs dons sont utilisés efficacement) et de ses interlocuteurs politiques et économiques (qui n'acceptent d'entrer en négociation qu'avec des partenaires véhiculant une image « sérieuse »). Cela a amené l'association à établir des règles très précises au niveau de ses discours et prises de position.

D'une part, Greenpeace prend soin de baser chacune de ses revendications sur des études scientifiques issues de cabinets indépendants ou de l'unité scientifique interne à l'organisation. Ce recours systématique à l'expertise³⁶ offre une crédibilité nécessaire sur des questions environnementales souvent controversées et permet d'afficher une argumentation rarement prise en défaut.

Corrélativement, l'association écologiste a pour principe de limiter ses prises de position aux seuls domaines dans lesquels elle est capable de fournir une expertise. Ainsi, en dehors des problématiques directement environnementales (et, dans une moindre mesure, du discours pacifiste hérité des principes fondateurs de l'association), Greenpeace n'émet aucune déclaration sur des questions politiques, économiques ou sociales qui ne lui semblent pas de son ressort. Bien que ses militants, dans leurs sociabilités associatives, soient sollicités au quotidien pour figurer sur une pétition, ou participer à une manifestation, il leur est impossible d'engager Greenpeace dans des causes telles que la défense du peuple palestinien, les droits des femmes ou la lutte des intermittents du spectacle³⁷.

L'objectif principal de cette stricte circonscription des revendications est d'éviter tout affadissement du discours écologiste de Greenpeace dans un éparpillement des messages émis en direction du public. C'est l'un des reproches que les militants rencontrés adressent notamment aux Verts :

« Au début de la campagne présidentielle, on aurait dit que c'était plus un parti de gauche, classique, qu'un parti écolo. La défense des sans-papiers, la dépénalisation des drogues douces, tout ça, pourquoi pas, mais je pense pas que ce soit la principale vocation d'un parti qui se dit écolo. Et ça brouille les pistes aux yeux des gens... »³⁸

De plus, ne pas se prononcer sur des sujets à forte connotation idéologique, qui peuvent donner lieu à controverses, permet de renforcer l'image de véracité indiscutable des assertions écologistes de Greenpeace. C'est soustraire la question environnementale à toute politisation, comme enjeu évident dépassant les divergences idéologiques.

Or, en s'inscrivant au sein d'un mouvement altermondialiste, Greenpeace est amenée à lutter aux côtés d'autres organisations pour défendre des revendications

³⁶ Pour une illustration du discours d'expert développé par Greenpeace, voir notamment *Greenpeace-Magazine*, hiver 2002 (« Dossier : Lobby en coulisses... Résultats au grand jour ! ») et le site internet de l'association www.greenpeace.org

³⁷ Exemples cités par les militants au cours des entretiens.

³⁸ Entretien G1- Homme de 28 ans, militant local depuis septembre 2002

très diverses et s'éloignant fatalement du domaine de compétence de l'association écologiste. Certains militants envisagent difficilement ce type de positionnement :

« Par contre, sur l'ensemble des propositions du mouvement altermondialiste, y'a des trucs sur lesquels je dirais que c'est pas directement de notre niveau. L'histoire de la taxe Tobin, bon, bonne chose, mais là c'est purement du domaine économique. On n'est pas contre, on n'est pas pour, voilà, on est neutres. »³⁹

Cela pose également le problème d'un amalgame qui pourrait nuire à l'image de l'association : en acceptant d'être partie prenante dans un mouvement qui peut parfois leur paraître « incontrôlable » en raison de la multitude d'acteurs qui y participent, les membres de Greenpeace redoutent que leur organisation soit amenée à cautionner des discours difficiles à assumer face à leurs adhérents ou à leurs interlocuteurs politiques et économiques.

Comme nous allons le voir, le problème se pose de manière encore plus prégnante concernant le positionnement politique.

Un principe d'apolitisme incontournable ?

L'indépendance est au cœur du discours diffusé par l'organisation écologiste sur elle-même : indépendance financière, d'une part, puisque Greenpeace se targue de ne recevoir aucune subvention publique ni contribution financière d'entreprise ; indépendance politique, d'autre part, et refus constant de se positionner sur l'échiquier politique. C'est ce dernier point qui nous semble intéressant pour comprendre les réticences de certains des membres de Greenpeace à s'engager dans le mouvement altermondialiste.

Tout d'abord, Greenpeace, en France, n'a jamais conclu d'alliance ni entretenu officiellement de rapports privilégiés avec un quelconque parti politique. Ici encore, l'idée véhiculée est que l'écologie dépasse les clivages partisans. La collaboration avec toutes les formations politiques est envisagée, si ces dernières sont prêtes à prendre en compte l'environnement dans leurs programmes. Il s'agit le plus souvent d'informer les élus ou candidats sur des questions environnementales, domaine dans lequel ces derniers s'avèrent souvent néophytes.

Le bénéfice en terme d'image est évident : Greenpeace ne peut ainsi être soupçonnée d'aucune complaisance à l'égard d'une quelconque politique gouvernementale. Or, entrer dans le mouvement altermondialiste, c'est aussi devoir y fréquenter des partis politiques précis (pour la France : Parti Socialiste, Parti Communiste, Les Verts, Ligue Communiste Révolutionnaire...). Greenpeace court alors le risque d'avoir plus de difficultés à affirmer une identité apolitique.

Au-delà de cette indépendance à l'égard des partis, Greenpeace a, de surcroît, toujours refusé de se définir en fonction de la ligne de clivage Gauche/Droite. Sur ce point, les militants eux-mêmes semblent divisés. En s'appuyant sur les entretiens et questionnaires réalisés, on a pu définir deux pôles distincts : une partie des militants considère que Greenpeace est « naturellement » (au vu de ses revendications, des ennemis qu'elle combat) une organisation de gauche, eux-mêmes possédant des convictions politiques qui les amènent à développer des représentations du monde fortement politisées et à se positionner à gauche. Un autre groupe de militants parmi ceux que l'on a pu interroger revendique au contraire l'apolitisme de Greenpeace, (et mettent bien souvent cette caractéristique en avant pour expliquer leur choix de cette organisation au moment de l'engagement) :

³⁹ Entretien G2- Homme de 26 ans, militant local depuis été 2001

« Greenpeace fait pas de politique, et c'est ce que j'apprécie. Alors c'est vrai que dedans t'as une bonne proportion de gauchos, qui font ce qu'ils veulent ailleurs, mais Greenpeace c'est pas un truc anti-capitaliste, c'est pas la révolution. On a nos objectifs, voilà, pour l'environnement, et puis on s'y tient. »⁴⁰

Jusque là, c'était plutôt cette posture qui était privilégiée dans le discours officiel de l'organisation. Elle avait, d'une part, l'avantage d'éviter une stigmatisation de l'association qui aurait pu réduire la diversité des soutiens financiers (notamment d'adhérents ne se positionnant pas à gauche ou rejetant les discours politiques « traditionnels ») dont Greenpeace a besoin pour exister. D'autre part, concernant les aspects d'expertise et de négociation de son répertoire d'action, l'organisation écologiste ne peut se permettre d'être trop fortement marquée comme « contestataire de gauche » auprès des divers interlocuteurs politiques et économiques avec lesquels elle traite. D'autant que ces derniers font bien souvent partie des grands sommets mondiaux (Forum de Davos, réunions de l'OMC) auxquels les mobilisations altermondialistes expriment leur opposition.

Or, en se rapprochant du mouvement altermondialiste, Greenpeace prend le risque d'ancrer définitivement son identité à gauche. On décèle ici une évolution sensible, en tous cas sur le terrain français⁴¹ que l'on a pu étudié : il semble que Greenpeace, notamment au travers de ce mouvement, tende à reconstruire son positionnement autour de valeurs plus explicitement politiques.

Un positionnement nécessaire mais distancié dans le mouvement altermondialiste

A la lumière des stratégies identitaires traditionnellement mises en place par Greenpeace, on comprend que l'apparition de mobilisations altermondialistes, prenant une ampleur telle qu'il est désormais impossible de faire l'économie d'une prise de position à son égard, a été source de questionnements et de débats au sein de l'association écologiste. On a pu observer un certain nombre de réticences quant à l'idée d'une étroite coopération, tenant essentiellement aux représentations que ses membres ont de leurs pratiques, perçues comme très spécifiques, du rôle que leur organisation doit jouer et de ses intérêts. Cependant, il ressort également de notre étude que la plupart des acteurs sont conscients des nouvelles perspectives et opportunités qu'ouvre, pour la cause écologiste et pour l'association, ce mouvement altermondialiste émergent. Il faut donc, dans un dernier temps, s'interroger sur les raisons pour lesquelles Greenpeace a choisi, après une période de flou, de rallier officiellement et visiblement ce mouvement, tout en prenant soin d'y adopter un positionnement stratégique avantageux.

Le choix stratégique d'une implication accrue dans le mouvement altermondialiste

Si les militants de Greenpeace ont toujours été présents dans les différents rassemblements altermondialistes, il a fallu attendre de nombreuses années pour voir se dégager un discours officiel clair concernant le positionnement de l'organisation à cet égard. En effet, l'analyse de la communication interne et externe de Greenpeace-France (publication trimestrielle de l'association, communiqués de presse) montre que

⁴⁰ Entretien L9- Homme de 24 ans, militant local depuis mars 2001

⁴¹ D'autant que Michèle Rivasi, qui a succédé à Bruno Rebelle à la direction de Greenpeace-France, est une ancienne élue municipale de Valence, apparentée PS. Cet élément peut également se révéler propice à une revalorisation de la politique au sein de la branche française de l'association.

la présence de certains de ses membres bénévoles et permanents dans des mobilisations telles que les manifestations de Seattle en décembre 1999, les premiers Forums Sociaux Mondiaux de Porto Alegre ou le contre-G8 de juillet 2001 à Gênes, est communiquée de manière assez discrète. Dans la plupart des cas, ces diverses participations sont présentées sous l'angle très concret des objectifs visés par Greenpeace face à ses adversaires (et concernant invariablement une prise en compte accrue des enjeux environnementaux par les grandes instances internationales), et aucunement de manière à mettre en lumière les nouvelles solidarités que crée ce type de rassemblements. On constate dans ce discours une certaine banalisation du phénomène altermondialiste (pourtant largement commenté par ailleurs, notamment dans les médias), comme si ces actions ne représentaient pour Greenpeace que la perpétuation d'un combat entamé depuis bien longtemps contre des institutions telles que l'OMC.

La teneur des articles de *Greenpeace-Magazine* consacrés à ces mobilisations jusqu'à l'automne 2002 nous paraît, à cet égard, symptomatique⁴². D'une part, proportionnellement au volume d'informations diffusées dans la revue, la participation de Greenpeace aux divers rassemblements altermondialistes n'occupe pas une place primordiale (dans les premiers temps, elle n'est même parfois pas mentionnée). D'autre part, les partenaires de l'association écologiste dans ces actions sont très peu évoqués : les dénominations les plus souvent observées pour les désigner sont « avec d'autres » ou « avec d'autres ONG ». Il faut attendre longtemps avant que l'existence d'un « mouvement altermondialiste » soit reconnue et mentionnée dans les pages de la publication. Le premier article important à cet égard apparaît dans le numéro du printemps 2001⁴³ : Bruno Rebelle y esquisse une explicitation de la position de Greenpeace dans ce mouvement, mais en insistant sur les points de divergence (« les femmes et les hommes de Greenpeace sont, de fait, moins à l'aise dans les débats généralistes [...] que dans une action de confrontation pour dénoncer les agissements d'une entreprise clairement nommée, à un endroit déterminé »), et dans le but principal de justifier la double participation de Greenpeace à la réunion de Davos et au FSM de Porto Alegre.

Il est également surprenant de constater que, dans un dossier spécial de l'été 2002, consacré au thème « Mondialisation des échanges et environnement »⁴⁴, il ne soit à aucun moment fait mention du mouvement altermondialiste. Le dossier présente sur plusieurs pages les méfaits de la mondialisation libérale et les combats que Greenpeace mène depuis 1996 pour les empêcher (l'article principal s'intitulant « L'OMC s'entête... Greenpeace tient tête ! »), mais l'implication de l'association dans un mouvement de contestation plus global ne fait pas partie des arguments avancés.

Cependant, le mouvement altermondialiste semblant prendre de l'ampleur et s'installer assez durablement, Greenpeace a dû rompre avec ce discours flou et les rapports ambigus entretenus jusqu'alors avec le mouvement. Il semble, selon les témoignages recueillis au niveau de Greenpeace-France et de ses militants locaux, que l'élaboration d'un positionnement ait donné lieu à d'importants débats au sein de l'organisation.

Au cours de ces débats, deux éléments nous semblent avoir joué un rôle primordial dans le choix d'une implication accrue et assumée au sein du mouvement altermondialiste :

D'une part, les permanents de Greenpeace-France se sont trouvés face à une demande croissante d'implication de la part d'une partie des militants locaux. Comme

⁴² Voir *Greenpeace-Magazine*, n°44 à 59, 1999 à 2002

⁴³ REBELLE B., « De Porto Alegre à Davos », *Greenpeace-Magazine*, n°49, printemps 2001, p.11

⁴⁴ REBELLE B. et VETER C., « Mondialisation des échanges et environnement », *Greenpeace-Magazine*, n°54, été 2002

évoqué plus haut, Greenpeace voit en effet cohabiter des visions du monde assez diverses, se déclinant à différents degrés entre un pôle très politisé, qui se déclare de gauche⁴⁵ et insère l'écologisme dans un combat beaucoup plus global, et un pôle pragmatique, méfiant et désabusé à l'égard de la politique, dont les revendications se cantonnent à des résultats concrets en matière d'environnement⁴⁶. Ce sont les militants les plus proches de ce premier pôle qui semblent avoir œuvré en faveur d'un rapprochement de Greenpeace avec le mouvement altermondialiste. En effet, il s'agit d'individus qui, développant des représentations politisées du monde et pris parfois dans des phénomènes de multi-appartenance associative⁴⁷, conçoivent les différentes problématiques de l'altermondialisation comme interdépendantes. De plus, à titre personnel ou dans le cadre d'autres activités associatives, syndicales ou artisanes, ils ont été amenés à côtoyer très tôt et très régulièrement ce mouvement, dans lequel ils ressentent une agréable convivialité militante, d'une part, et l'émergence d'enjeux importants, d'autre part. Pour ces différentes raisons, ils disent avoir souvent été frustrés que Greenpeace n'y soit pas plus visible, en tant qu'association écologiste incontournable capable d'apporter des éléments de débat et du savoir-faire, comme le montre cet extrait d'un compte-rendu réalisé par un militant au retour du Forum Social Européen de Florence (novembre 2002) :

« Le souci écologique était exprimé de façon très diverse par de nombreuses associations. L'association A.R.C.I. a fait en particulier un énorme travail d'animation.

Pas vu Greenpeace, malheureusement, alors qu'il y avait de quoi montrer et exprimer sur le nucléaire, les O.G.M., les Océans, les forêts anciennes, les déchets toxiques, les énergies alternatives... Par exemple, à un stand, une association revendiquait le droit à l'énergie pour tous ; pourquoi pas ? En discutant sur quelles énergies, les personnes (belges et françaises) ne voyaient pas d'inconvénients au nucléaire si les consommateurs le choisissaient (!), sans aller plus loin dans l'analyse. »

Associé, donc, à une certaine pression qu'une partie des militants a exercé sur les instances dirigeantes, c'est également et surtout la reconfiguration de l'espace protestataire international et l'agenda lié à cet espace qui semble avoir accéléré le processus de positionnement au niveau de Greenpeace-France, fin 2002.

En effet, le mouvement altermondialiste, loin d'avoir été un cadre temporaire de mobilisations transnationales, s'est « institutionnalisé » en quelques années autour de rendez-vous réguliers et d'acteurs-phares, rassemblant à chaque nouvelle manifestation un nombre plus important d'organisations et d'individus. Il a également acquis rapidement une véritable légitimité dans l'espace politico-médiatique, qui en a fait un cadre incontournable de la contestation internationale. De ce fait, Greenpeace s'est trouvée face à la nécessité stratégique d'adopter une position claire et visible au sein de ce mouvement, nécessité renforcée dans le cas de Greenpeace-France en raison des nombreux rendez-vous altermondialistes prévus sur son territoire au cours de

⁴⁵ Il est intéressant de noter à ce propos que, pour se distinguer d'un Parti Socialiste ayant opéré un glissement vers le centre, certains militants définissent leur positionnement politique en évoquant non pas l'extrême gauche (qui fait, selon eux, encore trop référence à une conception partisane de l'engagement politique) mais au mouvement altermondialiste : « J'ai des convictions de gauche, mais pas au sens politicien du terme. Ça va plutôt dans le sens de tout ce qui s'est développé ces derniers temps. Je ne développe pas plus, je pense que tu vois de quoi je parle : Bové, Porto Alegre, commerce équitable... » (questionnaire L5- Femme de 22 ans, militante locale depuis juin 2001)

⁴⁶ Pour plus de précisions sur ces observations, voir FREOUR, 2001

⁴⁷ Les multi-appartenances les plus couramment relevées concernent Attac, Amnesty International et Survival

l'année 2003 (rassemblement en opposition au G8 d'Evian du 30 mai au 1^{er} juin, rassemblement sur le plateau du Larzac du 8 au 10 août, deuxième Forum Social Européen à Paris-Saint-Denis du 12 au 15 novembre). L'association ne pouvait donc pas courir le risque d'être marginalisée par un mouvement qui tend progressivement à disposer d'un monopole, en termes de visibilité tout au moins, sur la contestation d'une dictature de l'économie dénoncée de longue date par Greenpeace.

Ainsi, l'un des thèmes de séminaire de l'Assemblée statutaire de Greenpeace-France en décembre 2002 fut de définir et formuler un positionnement précis dans le mouvement altermondialiste. Bruno Rebelle peut désormais présenter l'association écologiste comme « un acteur à part entière du mouvement. [...] On en parlait depuis longtemps. Et on a une vraie légitimité à s'y trouver et à y apporter des arguments ».⁴⁸

A partir de là, on constate une intensification de la présence de Greenpeace dans les rassemblements altermondialistes qui se sont déroulés en France en 2003, en tant qu'association organisatrice bénéficiant d'une visibilité importante : Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace-France, a par exemple été l'un des huit intervenants du meeting d'ouverture au rassemblement « Larzac 2003 ».

L'association réoriente également sa communication dans cette direction : si on s'intéresse de nouveau au contenu de *Greenpeace-Magazine*, on constate dans les différents numéros de l'année 2003 la présence systématique d'un article consacré aux méfaits de la globalisation économique et à l'action que Greenpeace mène à l'intérieur d'un mouvement altermondialiste⁴⁹. Cette communication interne a également pour objectif de minimiser les risques, évoqués plus haut, de désaveu d'une partie des adhérents (voire d'une minorité de militants) à l'égard de ce positionnement. Ainsi, un éditorial intitulé « Libérons-nous du commerce forcé » explique :

« L'OMC prend une part importante dans nos agendas car elle ne traite pas que de commerce. Ce qui se négocie à l'OMC, c'est notre alimentation, notre santé, notre culture, nos conditions de travail et notre environnement, bref, la plupart des aspects de notre vie quotidienne comme l'avenir de la planète. »⁵⁰

Un positionnement distancié

Si Greenpeace a donc opté pour un inscription très nette dans le mouvement altermondialiste, les freins évoqués précédemment l'ont conduite à y construire un positionnement qui permette de réduire autant que possible les coûts liés à ce rapprochement.

D'un point de vue idéologique, d'abord, Greenpeace s'en tient à un positionnement minimal. Jusqu'à présent, la participation accrue aux mobilisations altermondialistes n'a pas élargi le champ des revendications de l'association, ni entraîné de soutien à une cause particulière au sein du mouvement. Bien souvent, le seul intérêt commun revendiqué est : *Une autre mondialisation est possible*. Militants comme dirigeants précisent alors invariablement que les conceptions de cette autre mondialisation, ainsi que les moyens d'y parvenir, peuvent varier d'une organisation à l'autre à l'intérieur du mouvement.

Cette définition minimale du fond idéologique commun, si elle permet à Greenpeace de réduire les risques d'avoir à se prononcer sur des sujets ne concernant pas

⁴⁸ Conférence CERI précédemment citée, 29 avril 2003

⁴⁹ On constate même dans le numéro de l'automne 2003 une rubrique intitulée « Mondialisation », au même titre que « Groupes locaux » ou « Nucléaire », et on attend avec intérêt de vérifier si cette rubrique est récurrente.

⁵⁰ JADOT Y., « Libérons-nous du commerce forcé », *Greenpeace-Magazine*, n°59, automne 2003, p.3

l'environnement ou d'être amalgamée avec des positions que ses membres ne partageraient pas, a en outre l'avantage de satisfaire les militants appartenant au pôle le plus réticent à l'égard d'un positionnement politique de Greenpeace. Face à l'inconfort cognitif⁵¹ que pourrait représenter une intégration malgré eux à un mouvement pour lequel ils n'ont aucun sentiment d'appartenance, le positionnement distancié de Greenpeace leur permet d'élaborer des ajustements peu coûteux (et d'éviter la défection), notamment autour de cette croyance en une autre mondialisation possible et de quelques valeurs communes : respect de la vie, aspiration à plus de justice et d'égalité.

Plus précisément, Greenpeace a logiquement imposé un positionnement écologiste dans le mouvement altermondialiste. Cela lui permet de préserver son identité et d'atteindre l'un des objectifs revendiqués de sa participation au mouvement : renforcer la prise en compte des enjeux environnementaux dans les propositions altermondialistes. C'est dans cette perspective que Greenpeace a notamment participé, avec diverses associations et revues écologistes, à la création de l'Université Citoyenne pour l'Initiative Ecologique et Solidaire dans le but d' « écologiser le Forum Social Européen de Paris-Saint-Denis »⁵².

Il semble donc que Greenpeace, loin de se fondre dans le mouvement altermondialiste, tende à y imposer sa marque. Une fois de plus, une association qui base son répertoire d'action essentiellement sur son image ne peut accepter de perdre une partie de sa visibilité au profit d'un mouvement plus collectif.

Dans la lutte contre la mondialisation libérale, ce sont donc ses actions les plus isolées et les plus spectaculaires qui restent la vitrine de l'association. Ainsi, sur le site Internet de Greenpeace-France, la très grande majorité des références à la lutte contre l'Organisation Mondiale du Commerce concernent la quatrième conférence ministérielle qu'elle a tenu à Doha, au Qatar, en novembre 2001. Cela pourrait paraître étonnant, sachant que cet événement ne fait aucunement partie des grands rendez-vous altermondialistes, en raison des difficultés d'accès qui ont empêché toute mobilisation de masse sur le site même de la conférence. Cependant, la présence de Greenpeace, en tant qu'ONG participant à la conférence, a été très remarquée en raison d'un des fameux « coup de force » qui portent sa marque : l'envoi du Rainbow Warrior dans les eaux du Qatar, interdites d'accès pour l'occasion. Et *Greenpeace Magazine* de conclure :

« Alors que tout mouvement de bateaux était interdit, Greenpeace a réussi à imposer la présence de son navire amiral, devenu ainsi l'emblème de la contestation des opposants à l'OMC. »⁵³

Enfin, il faut préciser que Greenpeace conserve jusqu'à présent toutes les spécificités de son répertoire d'action, y compris la négociation avec les instances de décision, ce qui la conduit à devoir assumer un double positionnement lors des grandes confrontations entre partisans de la mondialisation libérale et militants altermondialistes : à la fois comme négociatrice dans les réunions de l'OMC ou les forums économiques de Davos⁵⁴ et comme contestatrice dans les contre-sommets.

Ainsi, bien qu'on puisse émettre l'hypothèse que Greenpeace, parmi d'autres, a sans doute été pionnière au niveau de revendications et de modes d'action qui sont aujourd'hui repris en partie par les mobilisations altermondialistes, on ne peut la

⁵¹ Voir FESTINGER, 1962, CHAZEL.1997

⁵² Objectif déclaré sur le site Internet de l'UCIES : www.ucies.org

⁵³ *Greenpeace Magazine*, n°54, été 2002

⁵⁴ Il faut noter que Greenpeace a fait exception en janvier 2002, en refusant de participer au forum de Davos et en étant uniquement présente à Porto Alegre.

considérer comme un acteur « naturel » ou fondateur du mouvement altermondialiste tel qu'il s'est constitué depuis la fin des années 1990. Sa participation entière et revendiquée à ce mouvement est le fruit de stratégies élaborées dans l'interaction entre les différents acteurs de l'organisation, et contraintes par la double nécessité de conserver une identité spécifique tout en tenant compte des opportunités offertes par ce mouvement émergent. Le positionnement choisi par l'association prend donc la forme d'une adhésion idéologique minimale et de participations ponctuelles, qui affectent peu les ressources traditionnelles (notamment en terme d'image) dont dispose Greenpeace.

L'étude présentée ici reste cependant une description statique de la position occupée par l'organisation écologiste au sein des mobilisations altermondialistes. Elle nous semblait nécessaire, au terme d'une période décisive, pour saisir la place et le rôle de Greenpeace tels que ses membres les conçoivent et ont voulu les mettre en place. Cependant, la position de toute organisation dans un mouvement plus global est également négociée dans l'interaction permanente avec les autres organisations. Celle de Greenpeace sera, et est déjà, soumise à une perpétuelle reconstruction, imposée par les rapports de coopération qu'elle établit avec les différentes composantes de l'altermondialisation et par les résistances qu'elle y rencontre. On aura donc intérêt à élargir la recherche entamée ici, afin de prendre en compte cette dimension essentielle, en prêtant une attention particulière aux perceptions que peut susciter le positionnement de Greenpeace chez les autres acteurs du mouvement altermondialiste. Il nous semblerait notamment important de nous interroger sur les avantages que peut représenter la spécificité de Greenpeace au sein du mouvement. D'une manière générale, les résultats présentés ici devront être confirmés par un accès plus large aux instances dirigeantes de l'association, qui permettra de rendre compte plus précisément des stratégies mises en place. Il nous semble cependant que ces résultats permettent d'esquisser un certain nombre de pistes de réflexion concernant l'hétérogénéité du mouvement altermondialiste et les enjeux nouveaux qu'il a pu faire apparaître dans des associations qui lui préexistaient.

REFERENCES :

BOY D. et RIHOUX B. (1998), « L'offre identitaire des partis écologistes en Allemagne, en Belgique et en France : entre le terroir et la planète », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 5, n°1, pp. 165-178

CHAZEL F. (1997), « Les ajustements cognitifs dans les mobilisations collectives : questions ouvertes et hypothèses » dans BOUDON R. (sous la dir.), *Cognition et sciences sociales*, Paris, PUF

ELIAS N. (1991), *La société des individus*, Paris, Fayard, trad. fr.

FESTINGER L. (1962), *A theory of cognitive dissonance*, Stanford, Stanford University Press

FREOUR N. (2001), « Le modèle de l'entreprise économique rationalisée appliqué à la sphère associative et les nouvelles formes de militantisme qui l'accompagnent. Le cas de Greenpeace-International et de ses militants locaux », mémoire de DEA de science politique, sous la direction de J.-L. Marie, Institut d'Etudes politiques de Lyon

GERVAIS J. (2001), « Les militants et le système d'Attac : entre mutations du militantisme et nouveaux engagements citoyens », mémoire de DEA de science politique, sous la direction de G. Pollet et P. Lecomte, Institut d'Etudes Politiques. de Lyon

HUNTER R. (1983), *Greenpeace*, Paris, Laffont

INGLEHART R. (1977), *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press

ION J. (1997), *La fin des militants ?*, Paris, Les Editions de l'Atelier/Editions ouvrières

MCCARTHY J.D., ZALD M., « Resource Mobilization and Social Movements : a partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol.82, 1977, pp.1212-1241

MELUCCI A. (1983), « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques », *Revue Internationale d'Action Communautaire*, n° 10, pp.11-44

OLLITRAULT S. (1999), « De la caméra à la pétition-web. Le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, n°98, CNET/Hermès Science Publications, pp. 155-185

OLSON M. (1978), *Logique de l'action collective*, Paris, Presses Universitaires de France

SOMMIER I. (2001), *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Dominos, Flammarion

TOURAINE A. (1978), *La voix et le regard*, Paris, Seuil

TOURAINE A., HEGEDUS S., WIEVIORKA M. (1980), *La prophétie antinucléaire*, Paris, Seuil

TILLY C. (1984), « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 4, octobre, pp.89-108

VIVERET P. et WASSERMAN G. (sous la direction de) (2003), *Où va le mouvement altermondialisation ?*, Paris, La Découverte, 2003